

EN FRANCE COMME PARTOUT EN EUROPE

L'inexorable montée des populismes

Les dernières élections régionales en France ont confirmé l'implantation du Front National. Mais s'il y a bien « *un malaise français* », c'est toute l'Europe qui est concernée par la montée des populismes.

Partout, le populisme de droite, héritier de mouvements d'opposition développés dans l'après-guerre, s'applique à se rendre fréquentable et crédible : éviter les excès de langage, faire des propositions qui se justifient par une bonne gestion des situations plus que par des idéologies, particulièrement dans la crise des réfugiés.

Mais leurs objectifs politiques ont-ils vraiment changé ?



INDÉFINISSABLE

Vous avez dit : « Populisme » ?

Il y a des mots que l'on utilise tellement que chacun croit en connaître spontanément le sens. Or, la notion de populisme ne connaît pas de définition...

Pour dessiner les contours du mot « populisme », les dictionnaires sont contraints de faire référence à ses différents usages. Le populisme serait ainsi un mélange de nationalisme ou de souverainisme, de démagogie ou de poujadisme, de fascisme ou de syndicalisme... « À quoi cela rime-t-il ? s'interroge le journaliste Jean-François Kahn. *Que pèse un mot criminalisant qui peut s'appliquer à n'importe qui, dans n'importe quelle circonstance et décrit des situations qui n'ont aucun rapport entre elles ?* » Reprocher à quelqu'un d'être populiste peut lui-même être un réflexe populiste !

DE DROITE OU DE GAUCHE

Le populisme serait apparu dans la Russie à la fin du XIX^e siècle. Les étudiants quittent leurs études, rejoignent le peuple pour lutter contre le tsarisme. Mais plus tard, les communistes traitent de « populistes » leurs opposants qui s'appuyaient sur les paysans et la classe moyenne. Aux États-Unis, le *Populist Party*, fondé en 1876 par les milieux paysans américains, représentait le peuple fondateur de la démocratie américaine. Il a été pendant de longues années le troisième parti du pays. Mais en 1984, le nom du Parti populiste a été repris par l'extrême droite. Celle-ci, libertaire, défend des idées libérales, prône l'intégration des immigrés qui acceptent les valeurs américaines, défend l'idée de démocratie directe et critique l'intervention américaine en Irak...

DES ROMANS POPULISTES

Le populisme c'est aussi un mouvement littéraire français, fondé en 1931. Celui-ci s'attache à exprimer la vie et les sentiments des milieux populaires. Il existe toujours un prix littéraire du roman populiste. Celui-ci a été attribué à des auteurs renommés comme Jules Romains, Henri Troyat, Jean-Paul Sartre, René Fallet ou Bernard Clavel. Cet automne 2015, ce prix (appelé aujourd'hui le prix Eugène Dabit)



TOUS POURRIS.

Pour certains partis, c'est un leitmotiv facile. Et qui fait mouche.

a été décerné à Didier Castino pour son livre *Après le silence* (Editions Liana Levi) « dont, affirme le jury, le souffle ravive dans un réalisme époustouffant une mémoire ouvrière que l'on aurait pu croire endormie ».

L'ÉLOGE OU LE MÉPRIS

Il faut donc parler de populismes, au pluriel, qui peuvent être de gauche ou de droite. Mais aussi « *ni de droite, ni de gauche* », c'est-à-dire « *ni républicain, ni socialiste* » selon Marine Le Pen. Peut-on sortir de ce paradoxe qui exalte la volonté populaire lorsqu'elle va aux élections, mais la condamne lorsqu'elle s'exprime en toute liberté ? « *C'est la lutte du peuple,*

qui sait de quoi il parle, contre les élites qui prétendent tout expliquer, mais qui ne savent pas de quoi elles parlent », disait malicieusement un libraire de Calais !

Cela dit, la notion de populisme porte en elle quelques marqueurs incontournables : le refus de l'autre – pas seulement de l'étranger mais aussi des minorités nationales –, la recherche d'un bouc émissaire, le besoin d'un leader charismatique, une démocratie directe (sans intermédiaire entre le peuple et le pouvoir), le repli nationaliste contre l'ouverture au monde et les simplismes comme la politique du « il n'y a qu'à ».

FACE AUX MULTIPLES CRISES

Une nouvelle identité à construire

Crise financière, crise des familles, crise migratoire, crise du climat, révolution technologique... Ce n'est pas « *juste une crise* » qu'il faut affronter, affirme Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris, mais un changement de société. La Fondation lancée en octobre dernier, *Ceci n'est pas une crise*, doit devenir un lieu d'analyses et de propositions.

« **N**ous sommes entrés dans le nouveau siècle sans boussole », écrivait Amin Maalouf dans son ouvrage *Le dérèglement du monde* (2009). Cette petite phrase, Jean-Pascal Labille, secrétaire général de Solidaris (Mutualités socialistes) l'a souvent méditée. C'est de ses rencontres amicales avec l'auteur qu'est née l'idée de créer une fondation qui rassemble des personnalités appartenant à différents courants de pensée. Elle sera appelée *Ceci n'est pas une crise* parce que ce n'est pas « *juste une crise* » qui doit être affrontée. « *Chacun perçoit que nous traversons à l'aveuglette des transformations d'une ampleur considérable.* »

UN BASCULEMENT DE L'AVENTURE HUMAINE

Le premier ouvrage de cette fondation est sorti au mois d'octobre dernier. Il commence par un inventaire qui donne le tournis. L'essayiste français Jean-Claude Guillebaud le résumait ainsi dans *La libre Belgique* (29/12/2012) : « *Nous vivons en vérité cinq mutations qui s'enchevêtrent (...) jusqu'au final à n'en former plus qu'une, prodigieuse (...). Une mutation géopolitique, la fin de la centralité occidentale ; une mutation économique, le découplage entre l'économie de marché et la démocratie ; une mutation numérique, notre entrée dans ce "sixième continent" (le web) immatériel ; une mutation biotechnologique, notre nouvelle maîtrise de la "vie" et de la procréation ; une mutation écologique, avec la prise de conscience des limites qu'impose à nos modèles de développement la finitude du monde. Ces cinq mutations correspondent à un basculement de l'aventure humaine.* » Et elles s'alimentent l'une l'autre. La révolution numérique, par exemple, impacte l'emploi, les rela-



INDIVIDU.

Doit-il désespérer de tout ? Non. Car la société civile est au travail.

tions familiales et citoyennes, la vie économique et les technologies médicales. On entre dans « *un autre monde* » plein de possibilités, mais aussi menaçant.

L'ENFER, C'EST LES AUTRES ?

Les politiques sont-ils vraiment attentifs à ce que les gens ressentent devant les mutations des sociétés ? Ne sont-ils pas comme ces médecins qui n'entendent pas les plaintes de leurs patients ? Le populisme se développe à partir des peurs populaires qui ne trouvent pas de réponses à leurs questions. Et si la peur se développe aujourd'hui sur fond d'immigration, l'angoisse populaire n'a pas seulement à voir avec l'islam mais aussi avec la mondialisation.

De nombreux citoyens européens ont peur pour leur revenu, leur emploi, leur sécurité. Ils ont aussi peur de perdre leur identité. La peur des réfugiés, c'est aussi la crainte que la population blanche et de culture chrétienne – même s'il n'y a plus beaucoup de pratiquants – soit remplacée par une population musulmane. On entend parler de « submersion migratoire », de « quartiers assiégés », de « nouvelle occupation ». Comment croire que tout cela peut se réguler quand de nombreux citoyens ont le sentiment que la politique est le siège de l'impuissance ? Les partis d'extrême droite se présentent

comme « *le rempart protecteur d'une souveraineté menacée* ». Mais qui peut croire que les États-nations peuvent encore garantir la protection des citoyens à l'intérieur de leurs frontières ? Le racisme ne proclame plus seulement l'inégalité des races mais l'impossibilité de faire vivre ensemble des cultures différentes. La mixité culturelle n'a-t-elle pourtant pas toujours été un moteur du développement en Occident ? Les thèmes de l'extrême droite

dépassent depuis longtemps les discours nationalistes et racistes. Il est urgent, dit-on à la fondation *Ceci n'est pas une crise*, de faire de la pédagogie politique, de lutter contre le populisme identitaire et rappeler les valeurs fondatrices de l'Europe. « *L'enjeu est bien de reconnaître, de comprendre et de faire comprendre aux populations, dont le vertige identitaire est légitime, la mutation sociétale profonde, en proposant des alternatives répondant à leurs doutes et leur permettant de construire elles-mêmes leurs identités.* »

LA FIN D'UN MONDE

Le tableau paraît désespérant. « *L'individu est seul face aux marchés. La finance a quitté l'économie et domine tout. Les institutions sont délégitimées. Le ciment sociétal s'effrite. Les mécanismes classiques d'intégration sociale sont en panne.* » Faut-il désespérer de tout ? Non. Car la société civile est au travail. Elle témoigne « *d'une véritable volonté de résistance* » alors que domine le sentiment du « *vide politique* ». Des citoyens s'engagent dans des actions liées à l'amélioration du vivre ensemble : construire une société multiculturelle, concilier identité et intégration internationale. Ils travaillent sur les questions humanitaires, de proximité, de consommation, d'environnement. Il faut aussi construire « *un État préventif et régulateur* ». Cela signifie redonner du

contenu à une notion souvent invoquée en vain : l'égalité entre citoyens. Mais aussi renforcer la démocratie participative. La démocratie représentative a montré ses limites. La prévention des grands risques (sanitaires, environnementaux, industriels) est également une tâche

essentielle de l'État. La fondation souhaite devenir une force d'analyses et de propositions, une « *agence de notation* » du vouloir vivre ensemble en Belgique et en Europe.

Christian VAN ROMPAEY

Ceci n'est pas une crise, Waterloo, Renaissance du Livre, 2015 (existe en version électronique). Prix : 11,90 € -10% = 10,71 €.

Amin MAALOUF, *Le Dérèglement du monde*, Paris, Grasset, 2009. Prix : 20,20 € -10% = 18,18 € - existe en poche à 7,75 € -10% = 6,97 €.

Jean-Claude GUILLEBAUD, *Je n'ai plus peur*, Paris, L'iconoclaste, 2012. Prix : 14,07 € -10% = 12,66 € - existe en poche à 6,90 € -10% = 5,94 €.

LE FRONT NATIONAL, PREMIER PARTI DE FRANCE

Un programme : paraître fréquentable

Il représentait 11% des Français il y a trente ans. Mais avec environ 28% des voix, les résultats des dernières élections régionales ont confirmé l'enracinement du Front national. Comment ce parti, qui semblait condamné à rester un parti d'opposition, a-t-il pu sortir de sa marginalité ?

Élue en 2011 présidente du FN, Marine Le Pen entrevoyait la possibilité d'assumer un jour des responsabilités politiques. Contrairement à son père qui n'a cessé de courir au-devant du suicide politique par ses propos outranciers. Pour la nouvelle présidente, il fallait que le FN devienne présentable. Pour être crédible, il fallait changer de langage.

On ne peut pas dire qu'elle y soit tout à fait parvenue. Lors des dernières élections, on a encore pu entendre, ou lire sur les réseaux sociaux, de nombreux propos infamants, voire racistes. Quoi qu'il en soit, il est vrai que la direction du parti a pris ses distances avec les discours provocateurs. Elle n'est plus antiparlementariste et accepte les règles actuelles du jeu démocratique. Mais a-t-elle changé de programme ?

C'est sur le terrain xénophobe, toujours présent au FN, que le parti actualise des thèmes qui sont ses grands classiques, constatent les commentateurs : « *Aujourd'hui comme hier, le thème de l'immigration constitue la première préoccupation des électeurs frontistes, qui y voient la matrice de tous les maux français : insécurité, chômage, perte d'identité...* »

CAPTER LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

Marine Le Pen a bénéficié de la montée des nouvelles générations. Celles-ci ne se positionnent plus par rapport aux enjeux du passé. Le FN a aussi pris un tournant social dès les élections présidentielles de 1995. Les ouvriers d'aujourd'hui, surtout dans les régions gravement touchées par la crise de l'emploi, votent de plus en plus pour le FN : « *C'est normal*, affirme un employé qui travaille à Dunkerque,

on a toujours connu le FN et la crise. Il a été le seul à parler pour nous, à défendre nos emplois. Personne d'autre ne l'a fait. »

Le FN surfe sur les électors particulièrement touchés par la crise. Avec le déclin des grandes industries au profit de l'industrie de pointe, la recomposition des territoires a ouvert une fracture entre des régions dynamiques, ouvertes sur la mondialisation, et la France périurbaine et rurale. Celle-ci fait figure d'oubliée de la modernité.

Le sentiment d'abandon est réel dans de grandes parties de la population. La crise économique, ce n'est pas seulement la perte d'un emploi, c'est aussi le délitement des relations sociales. Des villages sont abandonnés par les services de l'État (plus d'école, de mairie, de poste), les commerces de proximité (boulangerie, épicerie, boucherie...) disparaissent au profit de centres commerciaux éloignés. Les JT français en donnent très régulièrement de nombreux exemples.

Mais le Front National n'attire plus seulement les paumés de la société. Il recrute aussi des électeurs qui n'ont jamais eu d'affinités pour l'extrême droite. Il gagne lentement mais sûrement sur la classe moyenne, comme l'explique un habitant de la région de Calais : « *Je lis beaucoup de journaux ou de revues. Je ne me reconnais pas du tout dans les commentaires que je lis sur les électeurs du Front National. Je ne suis pas issu d'une famille à problème. J'ai fait de bonnes études. Je suis qualifié et parle aussi l'anglais. J'ai des amis qui votent FN. Ce sont des gens optimistes ouverts sur le monde.*

Je ne suis pas le seul dans cette situation, me semble-t-il. »

Dénoncer l'immigration, qui prend le travail des Français, a toujours été une donnée

essentielle du programme du FN. Mais Marine Le Pen sera plus subtile. Son père parlait de « *préférence nationale* ». Elle parle de « *priorité nationale* ». De cette manière, dénoncer l'immigration, pour le FN, n'est plus du racisme ou de la xénophobie mais une gestion raisonnable de l'emploi, de l'aide sociale, du logement et de l'immigration, qui doit « *naturellement* » privilégier les Français. Cela n'exclut pas de protéger les migrants en difficulté. « *Il faut réguler l'immigration – que l'État aujourd'hui ne contrôle plus – afin d'éviter ses conséquences dégradantes* », affirme Marine Le Pen.

L'EUROPE EN DANGER ?

La montée en puissance du Front National en France donne de l'oxygène à tous les partis populistes de la droite extrême en Europe. Ceux-ci pèsent maintenant de tout leur poids sur les politiques des partis traditionnels.

L'identité européenne reste faible par rapport aux sentiments nationaux qui rappellent aux populations leurs identités respectives qu'ils sentent menacées, tant par l'islam que par la mondialisation. L'Europe a aussi une histoire, mais aujourd'hui elle ne donne d'elle-même que l'image d'une grande bureaucratie. Croire à des principes juridiques fondamentaux comme la démocratie, la solidarité, la liberté de circulation des citoyens et des travailleurs... cela suffit-il à définir un « *peuple* », à construire une histoire commune ? D'autres régions du monde, comme le Japon ou l'Australie, partagent les mêmes principes, fait-on remarquer à la Fondation Robert Schuman. Ils ne sont pas européens pour autant !

Christian VAN ROMPAEY